



CHAPITRE 66

Loi modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel

[Sanctionnée le 11 février 1959]

CHAPTER 66

An Act to amend the charter of the city of Sorel and to establish a body to promote industry in the region of Sorel

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Sorel a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est dans l'intérêt de la cité, et même nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 52 Victoria, chapitre 80, modifiée par les lois 55-56 Victoria, chapitre 52; 62 Victoria, chapitre 60; 4 Édouard VII, chapitre 55; 7 Édouard VII, chapitre 67; 9 Édouard VII, chapitre 85; 2 George V, chapitre 59; 9 George V, chapitre 97; 22 George V, chapitre 112; 23 George V, chapitre 132; 7 George VI, chapitre 59; 11 George VI, chapitre 88; 3-4 Elizabeth II, chapitre 67, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 82, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1889,
c. 80,
ss. 47a-
47d, aj.

1. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 47, les articles suivants:

Commis-
sion
sportive
autorisée.

"47a. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission sportive, composée de cinq membres, dont trois membres du conseil et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, de l'avis des membres du

WHEREAS the city of Sorel has, by Preamble. its petition, represented:

That it is in the interest of the city and even necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 52 Victoria, chapter 80, as amended by the acts 55-56 Victoria, chapter 52; 62 Victoria, chapter 60; 4 Edward VII, chapter 55; 7 Edward VII, chapter 67; 9 Edward VII, chapter 85; 2 George V, chapter 59; 9 George V, chapter 97; 22 George V, chapter 112; 23 George V, chapter 132; 7 George VI, chapter 59; 11 George VI, chapter 88; 3-4 Elizabeth II, chapter 67, and 5-6 Elizabeth II, chapter 82, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 47, the following sections:

1889,
c. 80,
ss. 47a-
47d, added.

"47a. The council is authorized to establish, by by-law, a sports commission composed of five members, three of whom shall be members of the council and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the

Sports
commis-
sion au-
thorized.

	conseil, les qualités requises pour en faire partie.	members of the council, are qualified to be members thereof.	
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office.
Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Attributions, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.
Dépenses.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil.	Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.	Expenditure.
Commission d'urbanisme autorisée.	"47b. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement une commission d'urbanisme, composée de cinq membres, dont trois membres du conseil et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, de l'avis des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	"47b. The council is authorized to establish, by by-law, a town-planning commission composed of five members, three of whom shall be members of the council and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.	Town-planning commission.
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office.
Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Attributions, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.

Dépenses.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.	Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.	Expenditure.
Commission de l'industrie et du tourisme autorisée.	"47c. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission de l'industrie et du tourisme, composée de cinq membres, dont trois membres du conseil et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, de l'avis des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	"47c. The council is authorized to establish, by by-law, a tourist and industrial commission composed of five members, three of whom shall be members of the council and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.	Tourist and industrial commission authorized.
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office.
Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés soit par son président, soit par la majorité de ses membres.	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its works and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.	Attributions, etc.
Secrétaire.	Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.	The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.	Secretary.
Dépenses.	Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.	Any project involving expenditure of money must be previously approved by the council.	Expenditure.
Commission des sites et monuments historiques autorisée.	"47d. Le conseil est autorisé à instituer, par règlement, une commission des sites et monuments historiques, composée de cinq membres, dont le maire et deux membres du conseil, et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, de l'avis des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	"47d. The council is authorized to establish, by by-law, a historic sites and monuments commission, composed of five members, including the mayor and two members of the council, the other two to be chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof.	Historic sites and monuments commission authorized.
Durée.	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine.	Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services sont gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously.	Term of office.
Attributions, etc.	Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux	The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of	Attributions, etc.

et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Secrétaire.

Le conseil pourra exiger, par simple résolution, que la commission ait un secrétaire pour rédiger le procès-verbal de ses délibérations et lui en transmettre copie pour telle période qu'il indiquera et ce, dans les huit jours de toutes délibérations ou assemblées.

Dépenses.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisé par le conseil.

Employés.

Les employés qui seront au service de la commission des sites et monuments historiques seront payés et relèveront exclusivement de ladite commission, et ne seront pas considérés comme employés de la cité."

its work and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

The council may require, on mere resolution, that such commission have a secretary to draw up minutes of its proceedings and deliver to it copies thereof for such time as it may fix, such delivery to be made within eight days after any proceeding or meeting.

Any project involving expenditure of money must previously be approved by the council.

The employees in the service of the historic sites and monuments commission shall be paid by the said commission and answerable to it alone and shall not be considered as employees of the city."

1889, c. 80, a. 82a, aj. **2.** La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 82, le suivant:

2. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 82, the following:

"**gérant**". **"82a.** Le conseil pourra décréter la création d'une charge municipale dont le titulaire sera appelé "gérant".

"82a. The council may order the creation of a municipal office, the holder of which shall be called "manager".

Dispositions applicables.

Les dispositions des articles 108 à 121 de la Loi des cités et villes s'appliqueront à la cité de Sorel."

The provisions of sections 108 to 121 of the Cities and Towns Act shall apply to the city of Sorel."

1889, c. 80, a. 88, am. **3.** Le deuxième alinéa de l'article 88 de la loi 52 Victoria, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

3. The second paragraph of section 88 of the act 52 Victoria, chapter 80, is replaced by the following:

Dépôt des deniers de la cité.

"Sauf toutes autres dispositions légales, le trésorier peut déposer, soit dans une ou plusieurs banques légalement constituées, soit, en se conformant à l'article 7 de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, dans une ou plusieurs caisses populaires Desjardins légalement constituées, tel que déterminé par le conseil, les deniers provenant des taxes ou redevances municipales et tous autres deniers appartenant à la cité, et les y laisser jusqu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil."

"Saving all other legal provisions, the treasurer may deposit, in one or more chartered banks or, in conformity with section 7 of the Quebec Cooperative Syndicates Act, in one or more legally constituted caisses populaires Desjardins, as determined by the council, the moneys arising from municipal taxes or dues, and all other moneys belonging to the city, and must allow them to remain there until they are employed for the purposes for which they were levied, or until disposed of by the council."

1889, c. 80, a. 99, am. **4.** Le paragraphe 7° de l'article 99 de la loi 52 Victoria, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

4. Paragraph 7 of section 99 of the act 52 Victoria, chapter 80, is replaced by the following:

Personnes inhabiles à certaines charges.

"7° Quiconque n'a pas son domicile ou sa place d'affaires dans la cité, depuis au moins les douze mois précédant l'élection ou la nomination, excepté toutefois pour

"7. Whosoever has no domicile or place of business in the city for at least one year previous to the election or nomination, except however for the offices of auditor,

les charges de vérificateur, d'ingénieur, de gérant, de chef de police et des pompiers et d'évaluateur ou d'estimateur."

1889,
c. 80,
a. 347a,
aj.

5. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 347, le suivant:

Condition
d'obten-
tion de
permis
de cons-
truction.

"347a. Interdire, lorsqu'un plan de subdivision a été déposé, qu'il ne soit accordé de permis de construction avant que la rue en bordure des lots sur lesquels on veut construire, n'ait été ouverte par le propriétaire de la terre subdivisée, ensuite cédée par ce dernier à la cité et que ladite rue n'ait été desservie par aqueduc et égout."

5. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 347, the following:

1889,
c. 80,
s. 347a,
added.

"347a. After a subdivision plan has been deposited, to prohibit the granting of permits to build before the street bordering on the lots on which it is proposed to build has been opened by the owner of the subdivided land and afterwards given by such owner to the city, and the said street has been provided with water-works and sewers."

Condition
to obtain
permit
to build.

1889,
c. 80,
a. 353a,
aj.

6. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 353, le suivant:

Remor-
quage de
véhicule
stationné
illégalement.

"353a. Lorsqu'un véhicule sera stationné en contravention des règlements municipaux ou nuira à l'entretien des voies publiques, la cité aura le droit de faire remorquer tel véhicule au poste de police, et le propriétaire ne pourra en obtenir la possession sans avoir préalablement payé le coût du remorquage, de même que le montant prévu au règlement pour une telle infraction, lesquels ne devront pas excéder dix (\$10.00) dollars."

6. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 353, the following:

1889,
c. 80,
s. 353a,
added.

"353a. Whenever a vehicle is parked in contravention of municipal by-laws or obstructs the maintenance of public ways, the city shall have the right to have the same towed to the police station, and the owner shall not recover possession thereof without first having paid the towing cost as well as the amount provided in the by-law for such infringement, which shall not exceed ten (\$10.00) dollars."

Towing of
vehicle
illegally
parked.

1889,
c. 80,
a. 362a,
aj.

7. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 362, le suivant:

Parco-
mètres.

"362a. Permettre à la cité de faire usage, sans compensation aux propriétaires, des trottoirs construits en bordure des rues de la cité, pour placer, fixer, entretenir, réparer et opérer les parcomètres déjà installés et ceux qui le seront dans l'avenir."

7. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 362, the following:

1889,
c. 80,
s. 362a,
added.

"362a. To enable the city to use the sidewalks bordering the streets of the city, without compensation to the proprietors, to place, fix, maintain, repair and operate parking meters already installed and such as may be installed in the future."

Parking
meters.

1889,
c. 80,
a. 379b,
aj.

8. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 379a, le suivant:

Certificat
médical
requis de
certaines
personnes.

"379b. Pour obliger toute personne employée comme garçon ou fille de table, cuisinier ou cuisinière, aide ou assistant aux travaux de cuisine, garçon ou fille qui verse à boire dans un restaurant, un

8. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 379a, the following:

1889,
c. 80,
s. 379b,
added.

"379b. To oblige every person employed as waiter or waitress, cook, kitchen helper or assistant, waiter or waitress serving drinks in a restaurant, hotel, tavern or club, as well as every butcher,

Medical
certificate
required
from
certain
persons.

hôtel, une taverne ou un club, de même que tout boucher, apprenti-boucher, commis manipulant de la viande, des légumes ou toutes autres nourritures sujettes à la contamination, ainsi que tout colporteur de fruits et légumes et toute personne employée à la fabrication de produits servant à la consommation humaine et sujets à la contamination, à subir un examen médical annuel et à fournir au fonctionnaire municipal désigné à cette fin, un certificat attestant qu'elle n'est pas porteuse de germe susceptible de transmettre une infection; pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un établissement qui emploie les personnes mentionnées au présent article, de prendre à son emploi une telle personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent, attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionnée."

butcher's apprentice, clerk, handling meat, vegetables or any other food apt to be contaminated, as well as every fruit and vegetable pedler and every person employed in the making of products used for human consumption and apt to be contaminated, to undergo an annual medical examination and to furnish the municipal officers appointed for such purpose, a certificate stating that he or she is not a germ carrier liable to spread infection; to forbid any person keeping or operating an establishment which employs the persons mentioned in this section to employ any such person not provided with a certificate from the proper official stating that such person has furnished the above mentioned medical certificate."

1889,
c. 80,
a. 381b,
aj.

9. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 381a, le suivant:

9. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 381a, the following:

1889,
c. 80,
s. 381b,
added.

Emprunt
pour
usine de
traite-
ment de
vidanges.

"381b. En suivant les formalités légales prescrites quant aux emprunts municipaux et avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la cité peut, par règlement, emprunter une somme n'excédant pas cent cinquante mille (\$150,000.00) dollars pour la construction et l'opération d'une usine de traitement de vidanges.

"381b. Subject to the legal formalities required concerning municipal loans and with the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, the city may, by by-law, borrow a sum not exceeding one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) for the construction and operation of a garbage disposal plant.

Loan for
garbage
disposal
plant.

Arrange-
ments.

La cité pourra, avec l'approbation préalable du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, conclure des arrangements avec toute corporation pour l'usage dudit incinérateur."

The city may, with the previous approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, enter into agreements with any corporation for the use of the said incinerator."

Agree-
ments.

1889,
c. 80,
a. 389,
remp.
Taxis.

10. L'article 389 de la loi 52 Victoria, chapitre 80, est remplacé par le suivant:

10. Section 389 of the act 52 Victoria, chapter 80, is replaced by the following:

1889,
c. 80,
s. 389,
replaced.

"389. Pour déterminer les endroits dans la municipalités où les taxis, au nombre fixé par le règlement, pourront stationner; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes ainsi autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte

"389. To determine the places in the municipality where taxis, to the number fixed by the by-law, may be stationed; to prohibit the same from being stationed elsewhere than at the stands so authorized; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during

Taxis.

criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation ou dont le caractère ne serait pas recommandable; pour autoriser la police à faire enquête complète sur l'identité et le caractère d'un conducteur; pour réglementer et décréter l'emploi de taximètres; pour révoquer les permis accordés au propriétaire d'un taxi ou à un conducteur dans le cas d'une deuxième condamnation pour infraction à la loi provinciale des véhicules-automobiles ou aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, ou aux lois provinciales concernant les liqueurs alcooliques et leur transport et possession, ou au Code criminel.

Tarif.

Faire un tarif des prix payables aux charretiers pour leurs services, forcer ces derniers à ne pas exiger des prix plus élevés que ceux fixés par le tarif et punir quiconque loue, engage ou emploie un charretier et refuse de le payer d'après le tarif."

1889,
c. 80,
a. 400b,
aj.

11. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 400a, le suivant:

Couvre-
feu pour
enfants.

"400b. Pour réglementer la présence des enfants, âgés de moins de quatorze ans, dans les rues et places publiques, sans être accompagnés de leurs parents ou gardiens, après neuf (9) heures du soir, heure normale, et imposer une pénalité au père ou en son absence, à la mère ou tuteur ou gardien en charge de l'enfant; la pénalité ne pourra être réclamée et imposée qu'après deux avertissements donnés par le chef de police, au père, à la mère, tuteur ou gardien, selon le cas."

1889,
c. 80,
aa. 406c-
406d, aj.

12. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 406b, les articles suivants:

Vente et
usage de
pétards,
etc.

"406c. Réglementer ou prohiber l'usage ou la vente de fusées, pétards, frondes, lance-pierres ou tout objet similaire susceptible de causer des dommages à la propriété ou à la personne.

Ferme-
ture de

"406d. La cité pourra, par règlement, décréter la fermeture, dans les limites

the three years following such conviction, or whose character is not respectable; to authorize the police to make a full investigation of the identity and character of a driver; to order and regulate the use of taximeters; to revoke the permit granted to a taxi-owner or driver in case of a second conviction for an offence against the provincial motor vehicles act or against the municipal by-laws, respecting traffic and public safety or against the provincial laws respecting alcoholic liquors and their transportation and possession or against the Criminal Code.

To make a tariff of the rates payable to carters for their services, compel them not to charge higher rates than those fixed by the tariff and punish any person who hires, engages or employs a carter and refuses to pay him according to the tariff."

11. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 400a, the following:

"400b. To regulate the presence of children under fourteen years of age in the streets and public places, without being accompanied by their parents or guardians, after nine (9) o'clock in the evening, standard time, and to impose a penalty on the father or, in his absence, on the mother or tutor or guardian responsible for the child; the penalty may be claimed and imposed only after two warnings given by the chief of police to the father, mother, tutor or guardian, as the case may be."

12. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 406b, the following sections:

"406c. To regulate or prohibit the use or sale of sky-rockets, fire-crackers, catapults, sling-shots or any similar object liable to cause damage to property or persons.

"406d. The city may, by by-law, order the closing, within the limits of its

Tariff.

1889,
c. 80,
s. 400b,
added.

Curfew
for child-
ren.

1889,
c. 80,
ss. 406c-
406d,
added.

Use or
sale of
sky-
rockets,
etc.

Closing of
certain

certains
enclos.

où elle a juridiction, comme prévu à la présente loi et à condition que tel règlement n'entre en vigueur que dans les douze mois de sa passation, des enclos où est accumulé de la ferraille et objets divers de seconde main, débris, dépotoirs d'automobiles, et ordonner que ces lieux soient nettoyés, mis ou remis ou maintenus dans un état de propreté convenable, le tout sans indemnité.

Établis-
sement
de tels
enclos.

La cité pourra également déterminer, dans les limites où elle a juridiction, relativement au zonage et à la construction des endroits pouvant être aménagés spécialement pour l'établissement de tels enclos, dépotoirs d'automobiles, et autres enclos où il sera permis exclusivement de procéder au bris du fer ou de la ferraille."

1889,
c. 80,
a. 442a,
aj.

13. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 442, le suivant:

Dons
autorisés.

"**442a.** Le conseil de la cité peut aider par tous les moyens jugés convenables, les organisations sportives et de loisirs de la municipalité et les oeuvres de charité de la municipalité; ces dons ne devant cependant pas excéder la somme de huit mille (\$8,000.00) dollars annuellement."

1889,
c. 80,
a. 469a,
aj.

14. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 469, le suivant:

Resta-
rants am-
bulants,
etc.

"**469a.** Réglementer ou prohiber les restaurants ambulants, les roulottes ou véhicules servant de restaurants ou dans lesquels on fait la préparation, la cuisson ou la vente de patates frites ou autres produits alimentaires quelconques, pour en limiter le nombre, en interdire l'exploitation dans ou près des rues, ruelles, places ou parcs publics, ailleurs que dans un établissement porté au rôle d'évaluation, et annuler en tout temps le permis accordé à cette fin.

Rembour-
sement.

Néanmoins, en cas d'annulation, la cité devra rembourser une partie du coût de la licence payée, correspondant à la période restant à courir sur l'année de permis."

1889,
c. 80,
a. 507a,
aj.

15. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 507, le suivant:

jurisdiction, as provided in this act, and on the condition that such by-law does not come into force until twelve months after its passing, of enclosures where old iron and miscellaneous second-hand articles, scrap and the debris of automobiles are accumulated and order that such places be cleaned and put, restored or maintained in a proper state of cleanliness the whole without indemnity.

enclo-
sures.

The city may also determine, within the limits of its jurisdiction with respect to zoning and building, places which may be specially fitted up for the establishment of such enclosures, old car dumps, and other enclosures in which alone the breaking up of iron or scrap metal will be permitted."

Establish-
ment of
such en-
closures.

13. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 442, the following:

1889,
c. 80,
s. 442a,
added.

"**442a.** The city council may assist, by all means deemed expedient, the sporting and recreational organizations of the municipality and the charitable organizations of the municipality; such grants however not to exceed the sum of eight thousand (\$8,000.00) dollars per annum."

Grants
author-
ized.

14. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 469, the following:

1889,
c. 80,
s. 469a,
added.

"**469a.** To regulate or prohibit itinerant restaurants, caravans or vehicles used as restaurants or for the preparation, cooking or sale of fried potatoes or other eatables, to limit the number thereof, to prohibit the operation of the same in or near the streets, lanes, public places or parks, elsewhere than in an establishment entered on the valuation roll, and to cancel at any time the permit granted for such purpose.

Itinerant
resta-
rants, etc.

Nevertheless, in case of cancellation, the city shall reimburse a part of the license fee paid proportionate to the unexpired portion of the permit year."

Reim-
burse-
ment.

15. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 507, the following:

1889,
c. 80,
s. 507a,
added.

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

"507a. Le conseil de la cité pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles, l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles, sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle, à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du greffier."

"507a. The city council, by resolution, may order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the clerk. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the clerk."

Rolls on
index-
cards
or loose
leaves.

1889,
c. 80,
a. 516a,
aj.

16. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 516, le suivant:

16. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 516, the following:

1889,
c. 80,
s. 516a,
added.

Avis de
départ
d'un loca-
taire ou
occupant.

"516a. Tout locataire ou occupant, sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis écrit au greffier de la cité, qu'il abandonne ou quitte le local sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à ladite taxe pour l'année courante. S'il le fait, le conseil, sur preuve qu'il a effectivement évacué le local, doit rayer son nom comme locataire ou occupant dudit local, et, si un nouveau locataire ou occupant en prend ensuite possession, inscrire le nom de ce dernier pour avoir effet à compter de cette prise de possession. Celui-ci est dès lors assujéti à la taxe pour la proportion de l'année restant à courir. Le locataire ou occupant précédent, s'il a donné ledit avis, n'est responsable de cette taxe que pour la partie de l'année pendant laquelle il a occupé le local, et s'il a payé la taxe pour une plus longue période, il peut obtenir de la municipalité le remboursement de ce qu'il a payé au-delà de sa période d'occupation."

"516a. Any tenant or occupant subject to the tenant's or occupant's tax shall give to the city clerk a written notice that he abandons or leaves the premises subject to the tenant's or occupant's tax. If he does not do so, he shall remain subject to the said tax for the current year. If he does so, the council, upon proof that he has effectively vacated the premises, shall strike out his name as tenant or occupant of the said premises, and, if a new tenant or occupant subsequently takes possession thereof, enter the name of the latter, to be effective from such taking of possession. The latter is then subject to the tax for the remaining portion of the current year. The former tenant or occupant, if he gave the said notice, is liable to such tax only for the part of the year during which he occupied the premises and, if he has paid the tax for a longer period, he may obtain from the municipality the reimbursement of what he has paid in excess of his occupancy."

Notice of
departure
of tenant
or occu-
pant.

1889,
c. 80,
a. 528b,
aj.

17. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée, en y ajoutant après l'article 528a, le suivant:

17. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended, by adding after section 528a, the following:

1889,
c. 80,
s. 528b,
added.

Taxe sur
cirques,
etc.

"528b. Déterminer, imposer, percevoir sur les cirques, ménageries, spectacles et amusements ambulants, exhibés dans la cité pour des fins commerciales, des droits ou taxes jour par jour, qui pourront s'élever jusqu'à cinq cents (\$500.00) dollars pour le premier jour d'exhibition ou d'opé-

"528b. To fix, impose and collect upon and from circuses, menageries, shows and itinerant amusements, exhibited in the city for commercial purposes, daily duties or taxes not to exceed five hundred (\$500.00) dollars for the first day of exhibition or operation, and three hun-

Tax on
circuses,
etc.

ration, et jusqu'à trois cents (\$300.00) dollars pour chaque jour subséquent."

dred (\$300.00) dollars for each subsequent day."

1889,
c. 80,
a. 635a,
aj.

18. La loi 52 Victoria, chapitre 80, est modifiée en ajoutant après l'article 635, le suivant:

18. The act 52 Victoria, chapter 80, is amended by adding after section 635, the following:

1889,
c. 80,
s. 635a,
added.

Significa-
tion par
courrier
recom-
mandé.

"635a. Lorsqu'il s'agit de sommations ou autres documents émis par la Cour municipale ou le juge qui y préside, à la suite d'une infraction à un règlement municipal ou à la Loi des véhicules automobiles, telle signification sera également valable si une copie ou un duplicata en est adressé par courrier recommandé au domicile ou à la place d'affaires du défendeur ou accusé, ou à l'adresse donnée par lui lors de la commission d'une telle infraction, ou à l'adresse donnée par ledit accusé au service des véhicules automobiles du bureau du revenu de la province."

"635a. Summonses and other documents, issued by the Municipal Court or by the judge thereof for contravention of a municipal by-law or of the Motor Vehicles Act shall also be validly served when a copy or duplicate thereof is sent by registered mail to the domicile or place of business of the defendant or accused or to the address given by him when the contravention was committed or to the address given by him to the motor vehicles branch of the provincial revenue office."

Service by
registered
mail.

S.R.,
c. 233,
a. 138,
remp.
pour la
cité.

19. L'article 135 de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte pour la cité de Sorel, en vertu de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 67, est remplacé, pour ladite cité de Sorel, par le suivant:

19. Section 135 of the Cities and Towns Act, as enacted for the city of Sorel, by virtue of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 67, is replaced, for the said city of Sorel, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 138,
replaced
for city.

Époque
de la con-
fection.

"135. Dans l'année qui précède une élection, avant le premier décembre, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral requis. Elle demeure en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit confectionnée au cours de l'année qui précède l'élection."

"135. Prior to the first day of December, in the year preceeding an election the clerk shall prepare or cause to be prepared under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered upon the electors list. Such list shall remain in force until a new one is prepared during the year preceding the election."

Time of
prepara-
tion.

S.R.,
c. 233,
a. 138,
remp.
pour la
cité.

20. L'article 138 de la Loi des cités et villes, tel qu'édicte pour la cité de Sorel, en vertu de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 67, est remplacé, pour la cité de Sorel, par le suivant:

20. Section 138 of the Cities and Towns Act, as enacted for the city of Sorel, by virtue of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 67, is replaced, for the said city of Sorel, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 138,
replaced
for city.

Liste.

"138. Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule 2.

"138. He shall make, for each polling-subdivision, a list of the electors qualified to be entered thereon, which he shall sign and certify under oath before a justice of the peace, as correct to the best of his knowledge and belief, the whole according to form 2.

List.

Ordre.

L'ordre alphabétique n'est pas requis, les électeurs devant être inscrits dans l'ordre des numéros civiques de chaque rue."

Alphabetical order shall not be required, but the electors shall be listed in the order of the civic numbers of each street."

Création de fonds industriel autorisée.

21. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité de Sorel est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent cinquante mille (\$150,000.00) dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds ait reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt.

21. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city of Sorel is authorized to constitute an industrial fund amounting to not more than one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), provided that the by-law ordering the constitution of such fund as received all the approvals required by law for borrowing by-laws.

Creation of industrial fund authorized.

Emprunt à cet effet.

Si ce règlement reçoit les approbations requises par la loi, le conseil de la cité est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excèdera pas cent cinquante mille (\$150,000.00) dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer, des immeubles qui serviront en tout ou en partie à des fins municipales et industrielles, et pour consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seront à l'avantage de la population.

If such by-law receives the approvals required by law, the city council is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to make one or more loans the total of which shall not exceed one hundred and fifty thousand (\$150,000.00) dollars to acquire by mutual agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or rent, immoveables to be used wholly or in part for municipal or industrial purposes, and grant, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole community.

Loan for such purpose.

Vente ou location.

La cité est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles, aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la cité, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

The city is authorized to sell or rent the said immovable or immoveables, on such conditions as it shall determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immoveables to the city, and that the rent be not less than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted for acquiring or erecting the said immoveables.

Sale or rent.

Emploi des sommes perçues.

Tout l'argent provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la cité à ce sujet, et au paiement du capital et des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnées à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

All the money derived from such sales or leases shall be used for paying off the obligations contracted by the city in that respect, and for the payment of the capital and interest and other legitimate expenses and costs occasioned for the same, including those for the maintenance and improvement of buildings and property acquired under the preceeding provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund, the partial or complete use of which shall be subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission.

Use of sums collected.

Garantie
des prêts.

La cité devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque, sur les terrains et les bâtisses, et aussi sur la machinerie, laquelle pourra garantir la créance de la cité à l'égal des immeubles.

The city must require that any loan made by it under these provisions, be secured by first hypothec on the land and buildings and also on the machinery, which may guarantee the claim of the city as well as the immoveables.

Guar-
antee of
claims.

Acquisi-
tion pour
protection
de créan-
ce.

Advenant le cas où la cité serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur, de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement de l'emprunt, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Should the city be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour, as well as the machinery, and afterwards resell or rent the same; the price of resale or the rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used only for the reimbursement of the loan, unless the Quebec Municipal Commission authorizes the city to dispose otherwise of the same.

Acquisi-
tion to
protect
claim.

Pouvoir
d'em-
prunt non
affecté.

Cet emprunt pour les fins du fonds industriel n'affectera pas le pouvoir d'emprunt de La corporation de la cité de Sorel pour des fins municipales.

Such loan for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of The corporation of the city of Sorel for municipal purposes.

Borrow-
ing power
not af-
fected.

Vente
d'effets
non ré-
clamés.

22. Nonobstant toute loi à ce contraire, le chef de police de la cité est autorisé, une fois par année, à faire procéder à la vente des objets ou articles non réclamés en sa possession depuis un an ou plus, de la façon suivante:

22. Notwithstanding any law to the contrary, the chief of police of the city is authorized once in a year to cause to be sold the unclaimed objects or articles in his possession for one year or more, in the following manner:

Sale of
unclaimed
objects.

a) Il doit publier deux fois, à intervalles de quatorze (14) jours, dans un journal français de la cité et dans un journal anglais du district, un avis contenant la liste et la description de ces objets ou articles, avec leurs marques, numéros et autres signes descriptifs. L'avis doit inviter tous ceux qui veulent les réclamer, à se présenter dans un délai de sept (7) jours de la dernière date de publication de l'avis pour prouver qu'ils sont propriétaires de ces objets ou articles, en payant les frais occasionnés par l'emmagasinage, y compris une partie des frais d'annonces. De plus, l'avis doit contenir une intimation qu'à l'expiration des sept (7) jours après la dernière publication, il sera procédé à la vente par encan public des objets ou articles non réclamés, à la date, à l'heure et aux endroits y indiqués.

a. He must publish twice, at intervals of fourteen (14) days, in a French newspaper of the city and in an English newspaper of the district, a notice containing a list and description of such objects or articles, with their marks, numbers and other descriptive signs. The notice must invite all those desirous of claiming the same to appear within a delay of seven (7) days from the date of the last publication of the notice to prove that they are the owners of such objects or articles, paying the costs incurred for the storing thereof, including a portion of the cost of the advertisements. Moreover, the notice must state that at the end of the seven (7) days following the last publication the unclaimed objects or articles will be sold by public auction on the date and at the hour and places indicated therein.

b) A ladite date, le chef de police doit faire procéder à la vente par l'intermédiaire d'un huissier de la Cour supérieure.

b. On the said date, the chief of police shall cause the sale to be made by a bailiff of the Superior Court.

c) Le produit de la vente, déduction faite des frais est déposé au bureau du

c. The proceeds of the sale, after deducting the cost, shall be deposited in the office

trésorier de la cité, et fait partie du fonds général.

of the city treasurer and shall form part of the general fund.

Commis-
saire in-
dustriel.

23. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité de Sorel est autorisée à créer un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel, ayant à sa tête un commissaire industriel.

23. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the city of Sorel is authorized to establish a body to promote industry in the region of Sorel, having at its head an industrial commissioner. Industrial
commis-
sioner.

Place
d'affaires.

Ledit organisme aura sa principale place d'affaires dans la cité de Sorel.

The said body shall have its principal place of business in the city of Sorel. Place of
business.

Dépense.

La cité de Sorel est autorisée, pour ce faire, à dépenser annuellement un montant n'excédant pas vingt-cinq mille (\$25,000.00) dollars.

The city of Sorel is authorized, for such purpose, to spend an annual sum not to exceed twenty-five thousand (\$25,000.00) dollars. Expend-
iture.

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

24. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.